

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA DU MOULIN**

PEN AR LAND  
22310 Trémel

Références : VD/JL/2025/08/13/03  
Code AIOT : 0052216425

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement SCEA DU MOULIN implanté PEN AR LAND 22310 Trémel. L'inspection a été annoncée le 13/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA DU MOULIN
- PEN AR LAND 22310 Trémel
- Code AIOT : 0052216425
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole de volailles de chair autorisé pour une capacité de 78 400 animaux équivalents.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'absence de dépôt de dossier de mise à jour du plan de gestion des déjections, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 mai 2023 ne peut être levé.

Des éléments, externes à la volonté des exploitants et présentés et justifiés par ceux-ci, viennent expliquer le contexte.

La mise en demeure ne pourra être levée qu'à l'issue de l'instruction du dossier attendu, pour lequel un devis signé a été présenté et qui doit être déposé prochainement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA du MOULIN, sise « Pen ar Land » à Trémel, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois : l'article R.181-46 du Code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un document de mise à jour du plan d'épandage ;
<b>Constats :</b>  <b>Non Conforme :</b> Il n'y a pas eu de dossier de déposé. Cependant plusieurs éléments, externes à la volonté des exploitants et présentés et justifiés par ceux-ci sont à prendre en considération.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA du MOULIN, sise « Pen ar Land » à Trémel, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois : l'article 23-III de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Pas d'écoulement dans le milieu de constaté le jour de l'inspection. Le hangar de compostage (ancien poulailler) reste toutefois en mauvais état. Une réflexion est en cours pour la modification du plan de gestion des déjections.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite